

## **HEURGON, Marc**

**Né le 23 juillet 1927 à Paris, mort à Aubais (Gard) le 2 septembre 2001 ; professeur agrégé d'histoire ; militant de l'UGS en 1957, puis du PSU dès sa fondation en 1960, puis de la GOP en 72 ; secrétaire de la fédération de Paris du PSU à la fin de la guerre d'Algérie (1960-1962), puis secrétaire national à l'organisation de 1963 à 1969. En 1970 il lance la revue « Que faire ? ». Il cesse son action publique en 1976.**

Marc Heurgon fut certainement le dirigeant politique national qui a joué le rôle le plus important dans le mouvement de mai 1968. Après avoir favorisé l'accès de Michel Rocard au poste de secrétaire national du PSU en 1967, il s'en détache progressivement à partir de mai 1968 pour rompre avec lui en 1969.

De par son milieu familial d'origine, Marc Heurgon appartient à la bourgeoisie intellectuelle. Son père, Jacques, archéologue, latiniste, professeur à la Sorbonne et membre de l'Institut, fit la campagne d'Italie et devint partisan actif de l'Algérie française. Sa mère, Anne Desjardins, favorable quant à elle à la cause algérienne, a poursuivi l'œuvre de son père, Paul Desjardins, à Pontigny, en fondant et dirigeant les colloques de Cerisy.

Marc Heurgon passe toute son adolescence à Alger entre 1932 et 1945, notamment au lycée Bugeaud. Cette époque est marquée par sa rencontre avec un père dominicain qui l'engage dans le scoutisme dès 1942. Il en garde une double passion : le service des autres et l'organisation.

Agrégé d'histoire en 1954, Marc Heurgon est nommé professeur au lycée d'Alger l'année même du déclenchement de l'insurrection en Algérie. Il est mobilisé à Alger, puis fait son service militaire en Tunisie pendant 27 mois. Il a alors un projet de thèse (non abouti) sous la direction de Fernand Braudel – une relation de sa mère – sur « le commerce en Méditerranée au moment du blocus continental », qu'il prépare à la Fondation Thiers où il rencontre François Furet. La même année, il écrit dans *Esprit* un article sur la Tunisie. En 1958, il est chargé de préparer deux décades à Cerisy. L'une, qui rencontre un grand succès, sur « l'Histoire et ses interprétations » autour et en présence d'Arnold Toynbee sous la direction de Raymond Aron. L'autre, en partie manquée en raison des événements, sur « la décolonisation et ses problèmes » organisée par Jean-Marie Domenach, Jean Lacouture, Germaine Tillion et Alban Vistel.

Le cadre méditerranéen et le mouvement de décolonisation du monde arabe conditionnent fortement et durablement sa vision géopolitique du monde et ses choix politiques et culturels. Plus qu'aux phénomènes socio-économiques et culturels de longue durée, Marc Heurgon s'intéresse à l'histoire politique et aux luttes pour le pouvoir. Il se passionne pour la Révolution française – il restera lié malgré des désaccords, à François Furet – s'intéressant aux fortes personnalités qui ont marqué cette période, en particulier Robespierre et Bonaparte. C'est sous cet angle aussi qu'il aborde Lénine – celui des « Thèses d'avril » et de « la Maladie infantile » c'est-à-dire le stratège et le tacticien de génie qui a eu l'immense mérite d'avoir gagné. Il ne cache pas non plus son admiration pour le général de Gaulle, plus que pour Pierre Mendès-France et son tempérament de perdant.

Sensible aux mouvements sociaux susceptibles de se constituer en force politique, il sait repérer les acteurs nouveaux qui se préparent à avoir un rôle politique. C'est ainsi qu'il mesure l'importance et l'enjeu qu'a représenté l'évolution à gauche des chrétiens dans le mouvement syndical ouvrier,

paysan et universitaire. Après la mobilisation étudiante contre la guerre d'Algérie, il saisit vite les potentialités du mouvement étudiant pour peser sur l'échiquier syndical et politique en France. Partisan convaincu d'une démocratie régionale, « girondin », il suit de près les luttes régionalistes et le réveil des « minorités nationales ». « Plutôt que d'étudier et enseigner l'histoire, je préfère la faire » a-t-il coutume de dire. Tel est le sens de son engagement politique car il pense que c'est le moyen le plus efficace d'agir et de faire évoluer le rapport de forces.

Tout le parcours politique de Marc Heurgon – il fut d'abord mendésiste avant d'adhérer à l'UGS – est marqué par sa détermination constante à construire une force politique autonome par rapport aux partis traditionnels de la gauche sur lesquels il est très critique : mépris profond de la social-démocratie et conviction que le PC en tant que tel est incapable de se modifier en profondeur sauf sous la pression d'un puissant mouvement social.

Son analyse du contexte français, à partir de laquelle il fonde toute sa stratégie politique, se résume aisément : face à une société capitaliste en transformation profonde et à un mouvement ouvrier historiquement dépassé, il faut trouver des voies nouvelles de lutte pour le socialisme dans les conditions du capitalisme avancé qui sont celles de l'Europe occidentale. Il faut trouver des solutions socialistes, alternatives aux solutions néo-capitalistes. Par conséquent, il faut construire et mettre en œuvre une alternative d'ensemble démocratique et socialiste assurant, par la mobilisation sociale, une succession de réformes de structures ouvrant la voie au socialisme. Pour Marc Heurgon, la force du PSU réside en ce qu'il affronte ces problèmes comme parti jeune, sans être encombré par les vieux schémas du mouvement ouvrier français. La tâche prioritaire du PSU est donc d'élaborer des propositions programmatiques fortes et une stratégie politique répondant aux enjeux de la nouvelle phase capitaliste.

En 1960, en pleine guerre d'Algérie, construire cette force c'est d'abord le faire à travers un double mouvement : une première réflexion collective sur le programme et la stratégie de transition vers le socialisme, et une mobilisation prioritaire contre la guerre qui sera le point d'application de cette stratégie en construction. C'est la stratégie dite de « front socialiste » qui consiste à allier les partis, les syndicats et les associations qui veulent se mobiliser et intervenir ensemble pour une solution politique à la guerre. Secrétaire de la fédération de Paris du PSU, Marc Heurgon est au cœur des mobilisations et des débats que suscite la guerre d'Algérie. Il se consacre à la mobilisation militante interne. Il suit de très près le débat sur l'insoumission à propos de laquelle il adopte une position de solidarité critique. D'autre part, il suit et analyse de très près, comme acteur politique externe directement impliqué, la crise interne au PC – l'affaire « Casanova-Servin » – due à l'action du PSU contre la guerre.

C'est fort de son expérience acquise entre 1960 et 1962 que Marc Heurgon aborde la nouvelle période post-guerre. Il est alors en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels. Avec sa carrure massive, son cou de taureau, sa voix tranchante et parfois enrouée par l'usage intensif de la cigarette, son humour cinglant pratiqué contre ses adversaires politiques mais aussi contre lui-même, Marc Heurgon, devenu le seul « homme d'appareil du PSU », « si tant est », comme il le dit « que l'expression convienne au PSU », réalise un travail considérable de construction organisationnelle et mène une bataille politique interne acharnée pour gagner les congrès. Il reconstruit un secteur étudiant quasiment disparu en confiant à un étudiant expérimenté, Jean-Claude Gillet, la responsabilité de mener cette tâche à bien. En 1966-67, le PSU dispose de la plus forte organisation étudiante de gauche en France.

De 1963 à 1968, Heurgon défend avec une énergie constante la ligne politique du courant du renouveau socialiste et de la construction d'un parti autonome comme instrument et comme moteur d'une stratégie pour une alternative socialiste. Pour ces objectifs, il est de ceux qui se battent le plus vigoureusement contre « le courant unitaire » de Jean Poperen qui, face au renouvellement considéré par Heurgon comme indispensable, donne la priorité à l'unité du mouvement ouvrier. Dans son propre courant majoritaire, animé par Gilles Martinet, il s'oppose toujours à toute tentative ou tentative de rapprochement organisationnel d'abord avec la SFIO de Guy Mollet et ensuite avec la FGDS de François Mitterrand. Il se méfie aussi de l'activité politique de Pierre Mendès-France menée indépendamment du parti dont il est membre.

C'est pour cet ensemble de raisons que, face à l'élection présidentielle de 1965, il fait tout son possible pour présenter un « candidat PSU » qui serait chargé de défendre et de populariser les axes programmatiques du PSU. Il est favorable à une candidature de Pierre Mendès-France et, après le refus de celui-ci, il pousse à une candidature de Daniel Mayer, ex-président de la LDH, qui renoncera sous pression de François Mitterrand. Celui-ci, soutenu par Guy Mollet et Waldeck-Rochet, pose sa candidature. A cette candidature, Marc Heurgon s'oppose frontalement. Pour des raisons portant à la fois sur le passé politique et les options présentes du candidat, Marc Heurgon voit en Mitterrand un retour à la IV<sup>e</sup> République complètement contradictoire avec un programme socialiste. Il regrettera toujours que le PSU n'ait pas osé présenter un candidat à cette élection.

En 1966-67, face à la gauche traditionnelle qui tend difficilement à s'unir, Marc Heurgon présente avec une grande clarté la stratégie d'alternative socialiste axée sur la mobilisation sociale qu'il souhaite pour le PSU. Cette stratégie l'emporte au Congrès de juin 1967, ce qui fait que le parti pourra considérer le mouvement de mai 68, dont il sera totalement partie prenante dès le début, comme une concrétisation de sa stratégie.

Entre temps, une fois reconstitué le secteur étudiant du PSU, Marc Heurgon consacre beaucoup de son énergie à prendre le contrôle d'une UNEF en déliquescence mais qu'il sait pouvoir être un atout utile et un instrument de mobilisation syndicale et politique efficace.

Parallèlement à ce travail interne, Heurgon tente de construire et d'impulser une politique internationale du PSU à l'échelle de toute la zone méditerranéenne traversée par le mouvement de décolonisation du monde arabe et par les luttes contre des dictatures fascistes en Espagne, au Portugal et en Grèce. Il tente de constituer une large alliance des forces socialistes, communistes et anti-impérialistes des deux rives de la Méditerranée. En 1965, il dirige la délégation du PSU qui rencontre le Baas syrien mais c'est surtout en 1967 et 1968, après la guerre des Six-Jours que Marc Heurgon, en liaison avec la gauche socialiste et communiste italienne et aussi avec le FLN algérien, mène une intense activité pour réunir toutes ces forces contre l'hégémonie américaine. Dans le conflit israélo-palestinien, il gère l'évolution du PSU vers une position de plus en plus favorable à la cause palestinienne.

Mai 68 surprend le PSU. D'emblée Marc Heurgon est le mentor personnel de Jacques Sauvageot, président de fait de l'UNEF et membre du PSU. Tous deux font en sorte que l'encadrement politique et organisationnel du mouvement étudiant, à Paris et en province, soit assuré par le PSU.

Au sein du bureau national du PSU, Heurgon se trouve à la tête d'une tendance de gauche, face à Michel Rocard et ses amis qui l'accusent plus ou moins d'« aventurisme », dans le débat portant sur le rythme, les formes et le contenu de la radicalisation du mouvement. Ils sont cependant d'accord

pour pousser, en vain, Pierre Mendès-France à prendre la tête d'un gouvernement de transition vers le socialisme. Le refus de Mendès-France consacre l'échec du débouché politique souhaité par Marc Heurgon.

Tirant les leçons de cet échec, il l'attribue à la faiblesse du lien entre les objectifs intermédiaires et la définition d'une stratégie reposant sur l'appréciation des rapports de forces pour répondre au problème central : celui du pouvoir. Cet échec s'explique aussi par deux carences du mouvement : une alternative politique sérieuse à opposer au gaullisme et une force authentiquement révolutionnaire et suffisamment puissante (estimée par lui à 50-60.000 militants). Le PSU selon lui devait remédier à ces deux carences. Le congrès de Dijon en 1969 reprend une bonne partie de ces thèses mais, sur la question de l'attitude à avoir face au référendum proposé par de Gaulle sur la réforme du Sénat, il propose l'abstention, il est battu et il décide alors de ne plus se présenter à la direction du parti.

Progressivement Marc Heurgon s'éloigne du PSU, d'abord en animant une minorité interne, la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) puis en quittant, avec ses amis politiques, le PSU en 1972. En 1973, il accorde un grand rôle à la lutte des ouvriers de Lip et des paysans du Larzac qu'il considère comme les prodromes d'une nouvelle force révolutionnaire. Il avait lancé dès février 70 une revue théorico-politique au titre léniniste de « Que faire » pour fonder les bases théoriques d'un futur parti révolutionnaire marxiste. Ce sera l'échec et la groupuscularisation. Il arrête toute activité politique en 1976 pour se consacrer entièrement à son métier d'enseignant qui le passionnait. Par la suite, retiré dans le Gard, il travaille à l'écriture de l'histoire du PSU dont il publie en 1994 la première partie consacrée à la période 1958-1962 et centrée sur la lutte contre la guerre d'Algérie. Son état de santé ne lui permet pas d'aller au delà.

BERNARD RAVENEL

### **Ecrits**

*Histoire du PSU (Tome 1, La Fondation et la guerre d'Algérie, 1958-1962)*, La Découverte, 1994

*Henri Leclerc : un combat pour la justice*, La Découverte, 1994

*Jacques Le Goff : une vie pour l'histoire*, La Découverte, 1998

### **Sources**

*Archives personnelles de Marc Heurgon*

*Témoignages écrits de sa sœur Edith Heurgon, d'anciens responsables étudiants PSU (R. Baralis, JC Gillet, JF Perthus) et d'Emmanuel Terray.*